

LES NOTES DE LA CCD

Coordination SUD
Solidarité Urgence Développement

ACTUALITÉS DE LA COMMISSION CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DE COORDINATION SUD

Quand le climat devient un enjeu de société – Retour sur le Sommet Climat du 23 Septembre 2014

2014 et 2015 constituent des années charnières pour faire progresser la lutte contre le changement climatique : adoption du paquet énergie-climat européen à horizon 2030, COP20 à Lima, renouvellement du cadre de Hyogo sur la réduction des risques de catastrophes, définition des objectifs de développement durable post-2015 et COP21 à Paris qui devrait aboutir à l'adoption d'un accord international contraignant sur le climat.

Créer une dynamique positive à l'échelle internationale en impliquant un large panel d'acteurs un an avant le rendez-vous de Paris pour ne pas rééditer l'échec de Copenhague en 2009 : telle était la motivation du Secrétaire Général des Nations Unies à travers l'organisation du Sommet Climat de New York.

Il était notamment urgent que les Etats rendent publics leurs engagements afin de s'assurer qu'ils soient, individuellement et collectivement, à la hauteur des enjeux climatiques. Malgré une volonté de certains de sortir d'une économie fondée sur les énergies fossiles, de développer les énergies renouvelables et d'apporter un soutien financier au Fonds Vert, le bilan du Sommet demeure mitigé, comme l'a souligné Graça Machel¹ : « *Le décalage est immense entre l'ampleur du défi climatique et les éléments de réponse apportés aujourd'hui. Il faut aller bien au-delà de ce que nous avons accompli jusqu'ici.* ».

Hôte de la COP21, la France était particulièrement attendue. Nos organisations en avaient d'ailleurs rappelé

l'importance lors d'une réunion avec le Président de la République quelques jours avant le Sommet. Pourtant, les éléments de solutions proposés lors de l'allocution de François Hollande n'ont pas convaincu et ont même parfois déçu.

En effet, si la lutte contre le changement climatique est désormais reconnue comme l'un des plus grands défis de notre siècle, les solutions pour y faire face ne sont ni suffisantes, ni toujours bien adaptées.

Nos organisations constatent également l'implication croissante du secteur privé, et notamment des grandes entreprises multinationales, dans le débat climatique. Afin de s'assurer que les droits sociaux, économiques et environnementaux des populations restent au cœur des décisions et actions à venir, il paraît indispensable de renforcer les garde-fous pour ne pas faire du défi climatique un nouvel eldorado financier.

Une chose est certaine. Le succès de la marche pour le climat du 21 septembre avec plus de 600 000 citoyens et citoyennes dans 156 pays ne laisse pas de place à l'interprétation : le climat est un véritable enjeu de société dont les citoyens se sont emparés. Les gouvernements ont-ils entendu cet appel ? Les COP de Lima et de Paris nous le diront.

Cette Note propose une analyse de quelques annonces et initiatives lancées au cours du Sommet afin de mieux en comprendre les objectifs et les moyens mis en œuvre.

1 Personnalité politique Mozambicaine et veuve de Nelson Mandela.

Les prochains rendez-vous

La CCD participe !

• 20-25 octobre 2014

Réunion du Groupe de Travail de la Plateforme de Durban pour une action renforcée – Bonn

• 23-24 octobre 2014

Sommet du Conseil européen – Bruxelles

Les chefs d'Etat et de Gouvernement adopteront le paquet énergie-climat à horizon 2030.

• 29 octobre 2014

Réunion inter-associations avec Mme Tubiana, Ambassadrice Climat - Paris

• 17-18 novembre 2014

Réunion du comité de préparation de la 3ème Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophes – Genève.

Les Co-Présidents du Bureau du comité de préparation présenteront le draft zéro du cadre post-2015 pour la RRC, en vue de la Conférence prévue à Sendai (Japon) en mars 2015.

• 1-12 décembre 2014

20ème Conférence des Parties (COP20) – Lima

La CCD, via CARE France, le GERES, ACF, CCFD, Secours Catholique - Caritas France, participera à la COP20 dont l'objectif est d'amorcer les négociations sur le contenu de l'accord 2015.

Quel bilan pour le Sommet Climat de New York ?

Des financements publics additionnels toujours loin du compte

Les financements pour lutter contre le changement climatique sont très en dessous des besoins estimés, selon de nombreux rapports estiment à plusieurs centaines de milliards de dollars par an². Le Fonds Vert pour le Climat, créé en 2009 mais opérationnel depuis quelques mois seulement, a pour objectif de collecter et redistribuer 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour combler en partie ces besoins. Pour sa première capitalisation, l'objectif fixé par la société civile et la directrice du Fonds Vert était de lever 15 milliards de dollars sur 3 ans.

Nous saluons la contribution de pays émergents tels que le Mexique et la Corée du Sud mais nous sommes bien loin du compte avec seulement environ 2 milliards d'euros

de contributions annoncées³.

Les grands absents parmi les Etats bailleurs étaient notamment le Royaume-Uni, le Japon et les Etats-Unis. Quant à la France ? Son annonce était très attendue, compte tenu de son engagement affiché de lier sa politique d'aide au développement aux enjeux climatiques. Pourtant avec une contribution annoncée d'1 milliard de dollars (776M€) sur 4 ans, c'est la déception qui prévaut, tant sur le montant que sur la nature et le calendrier d'engagement de ces fonds. Seuls des financements additionnels sous formes de dons (et non de prêts) peuvent garantir un appui de qualité pour les populations les plus vulnérables qui sont les plus impactées.

QUE RETENIR DU SOMMET ?

Nos ONG remarquent que, parmi les nombreuses annonces d'ordre financier faites lors de ce sommet, beaucoup sont portées par, ou à destination du secteur privé. On notera par exemple l'annonce de la Coalition globale « divest-invest » regroupant 180 institutions et fondations, de réorienter plus de 50 milliards de dollars d'investissement dans les énergies fossiles vers des énergies propres. Un engagement que nous saluons mais alors que le Fonds Vert peine à rassembler 2 milliards d'euros de financements publics, on peut craindre ce déséquilibre qui pourrait placer les intérêts économiques au-dessus des intérêts sociaux et environnementaux, et poser la question de la participation des communautés impactées dans les choix et la mise en place de futurs projets climat. Nous serons donc très attentifs aux choix des solutions promues - qu'est-ce qu'une énergie propre par exemple? - et leurs impacts sur les populations vulnérables.

Pour en savoir plus: <http://divestinvest.org/>

Lancement de l'Alliance globale pour la «Climate-Smart Agriculture» : une fausse solution

La « Climate-Smart Agriculture » – traduite de manière questionnable par Agriculture Intelligente face au climat – est un concept promu par la FAO depuis 2010. Il se compose des trois piliers suivants : augmentation durable de la productivité et des revenus agricoles; renforcement de la résilience au changement climatique; réduction des émissions où cela est possible.

Lors du Sommet Climat, l'Alliance internationale sur la Climate-Smart Agriculture a été lancée afin de donner à 500 millions d'agriculteurs les moyens d'utiliser des pratiques « climate-smart ». 14 pays dont la France, les Etats-Unis ou le Niger et plus de 30 structures (associations, entreprises, recherches...) en font dorénavant partie.

Pourtant, une grande majorité des organisations de la société civile ont manifesté fermement leurs doutes sur cette

Alliance en s'appuyant sur l'analyse du document-cadre de cette initiative. Trois critiques majeures sont faites :

- le périmètre des pratiques promues n'est délimité par aucun critère d'exclusion ni normes sociales ou environnementales. La référence aux Droits de l'Homme est lacunaire malgré une mention succincte du droit à l'alimentation.
- les besoins prioritaires des différents modèles agricoles ne sont pas clairement identifiés : adaptation pour les agricultures familiales vs atténuation pour l'agriculture industrielle.
- la gouvernance de l'Alliance et les liens avec la CCNUCC et le comité de la sécurité alimentaire mondial sont flous au risque de générer compétition, confusion ou manque de représentativité des agricultures familiales.

QUE RETENIR DU SOMMET ?

La société civile française considère qu'il sera très difficile d'orienter les actions et financements de cette Alliance vers une agriculture résiliente et respectueuse des sociétés et de l'environnement. Malgré cela, la France a fait le choix de s'y impliquer pour infléchir ses orientations de l'intérieur. Un travail de plaidoyer va donc se poursuivre pour veiller à l'évolution de l'Alliance mais aussi à l'exemplarité des positions de la France, notamment pour garantir la promotion de l'agroécologie ou le devenir de la décision d'un monde neutre en matière de dégradation des terres contenu dans la déclaration de Rio +20 et ceci au profit de la souveraineté alimentaire des populations.

Pour en savoir plus: [Les Notes de la C2A et de la CCD : "Global Alliance for climate-smart agriculture"](#)

[Lettre ouverte de la société civile à propos de l'Alliance \(FR et ENG\)](#)

[Plan d'action de l'ACSA](#)

« Déclaration de New York sur les forêts » : des engagements à suivre !

La lutte contre la déforestation, responsable de 12% des émissions mondiales, était marginale dans le Protocole de Kyoto. Les discussions depuis 2005 sur la « déforestation évitée » ont débouché sur l'idée d'un mécanisme international de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation (REDD+) des forêts dans les pays du Sud. De nombreux projets pilotes se développent et des Etats élaborent des stratégies nationales dans le cadre de REDD+. Cependant, les négociations piétinent sur des points aussi essentiels que l'architecture (rémunération d'Etats et/ou de projets) et le mode de financement du mécanisme (fonds publics ou marché).

A l'occasion du Sommet Climat, 143 gouvernements, compagnies, groupes représentant la société civile et peuples autochtones ont adopté la « Déclaration de New York sur les Forêts ». Ce texte appelle à « *réduire de moitié, au minimum, le rythme de disparition des forêts naturelles dans le monde d'ici 2020 et s'atteler à arrêter la perte de forêts naturelles d'ici 2030* ». Il souligne que la conservation, la gestion durable et la restauration des forêts peuvent contribuer à la croissance économique, la réduction de la pauvreté, l'Etat de droit, la sécurité alimentaire, la résilience climatique et la conservation de la biodiversité.

QUE RETENIR DU SOMMET ?

Si l'on ne peut que se féliciter d'une telle déclaration, plusieurs analystes et organisations de la société civile en pointent les limites. Outre le fait que certains engagements sont en-deçà des objectifs d'Aichi pour la Biodiversité, l'objectif affiché de « soutenir et appuyer » le secteur privé à changer ses pratiques mérite d'être précisé. Il est certes prioritaire de mettre en place des mécanismes réglementaires contraignant ce secteur à transformer ses pratiques à l'origine de déforestation. Mais son incapacité à investir sans appui financier semble plus questionnable, et dans tous les cas, moins criante que celle des populations des zones forestières pour leur permettre de faire évoluer leurs pratiques agro-sylvo-pastorales tout en sortant de la pauvreté. Ces deux engagements doivent impérativement être accompagnés de (1) la définition et la mise en œuvre de politiques nationales cohérentes sur le sujet comme décidé lors des différentes COP et (2) la valorisation de la forêt comme ressource d'intérêt publique mondiale et le respect des zones protégées déjà existantes.

Pour en savoir plus : [Le mécanisme REDD+ et les Paiements pour Services Environnementaux](#)
[Présentation détaillée de la Déclaration de New York](#)
[Analyse de REDD-monitor.org](#)

Accès à une énergie durable pour tous : une large panoplie d'initiatives

Le secteur de l'énergie étant responsable d'environ deux tiers des émissions mondiales et l'accès à l'énergie étant primordial pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), l'initiative Sustainable Energy for All (SE4ALL), pilotée par les Nations Unies et la Banque mondiale, promeut un accès universel à l'énergie et un basculement mondial vers une production d'énergie bas carbone et zéro carbone. A l'occasion du Sommet Climat, plusieurs initiatives connexes ont été lancées parmi lesquelles la Global Energy Efficiency Accelerator Platform, l'Africa Clean Energy Corridor et la Small Island Developing States Lighthouse Initiative. Toutes ces initiatives

sont volontaires et incluent majoritairement des Etats et des territoires des pays en développement, notamment en Afrique.

Un récent rapport publié par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique estime que d'ici à 2035, la consommation d'énergie du continent devrait s'accroître de 93% par rapport à son niveau actuel. On ne peut donc que se réjouir de la mise en œuvre de ces coalitions d'acteurs (Etats, collectivités, entreprises). On note aussi l'engagement d'Etats ou de collectivités très émissives, ce qui doit contribuer à pousser les responsables « historiques » à faire mieux !

QUE RETENIR DU SOMMET ?

« Ces initiatives vont aider à réduire les émissions et contribuer à améliorer la santé, la richesse et les opportunités, et garantir une vie digne pour tous », a retenu M. Ban Ki Moon. La SIDS Lighthouse Initiative prévoit par exemple la mobilisation de 500 millions de dollars d'ici 5 ans visant le déploiement de 100 MW d'un mix d'énergies renouvelables dans 25 petits Etats insulaires. Mais l'accroissement des financements et des solutions technologiques ne pourra être une garantie de succès à lui tout seul : une approche ascendante et participative pour la conception et la prestation des services est aussi cruciale. Les initiatives lancées à l'occasion du Sommet Climat semblent aller dans ce sens. Restons aussi prudents quant à l'efficacité de ces initiatives dans des territoires isolés, où la question de la rentabilité des investissements est souvent un frein. L'approvisionnement énergétique décentralisé (hors réseau) doit également faire l'objet d'un soutien financier, politique et technique afin de répondre aux enjeux de précarité énergétique. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), pour parvenir à un accès universel d'ici 2030, au moins 55% de l'électricité nouvelle génération devra être issue de sources énergétiques décentralisées (et principalement renouvelables), pour un investissement annuel estimé entre 36 et 41 milliards de dollars.

Pour en savoir plus : [Présentation détaillée de la Global Energy Efficiency Accelerator Platform](#)
[Présentation détaillée de l'Africa Clean Energy Corridor](#)
[Présentation détaillée de la Small Island Developing States Lighthouse Initiative](#)

Retour sur la 1ère édition des JOURNEES CLIMAT DEVELOPPEMENT

Écoute, Échanges, Partages : une première édition réussie

Du 8 au 11 juillet 2014, l'Auberge de jeunesse Pajol, à Paris, a vécu une semaine riche en échanges et en partages d'expériences. L'objectif était de livrer aux participants un premier panorama général des problématiques de chaque chantier prioritaire de la CCD : accès à l'énergie durable, réduction des risques de catastrophes, diagnostics de vulnérabilités, désertification et dégradation des terres, efficacité et risques des mécanismes climat. Ces sujets, portés par les ONG membres de la CCD, méritent d'être davantage appropriés par l'ensemble des membres de Coordination SUD, afin d'améliorer leur prise en compte des enjeux climat dans leurs démarches respectives. Ces ateliers visaient donc à les sensibiliser !

Avec en moyenne une quarantaine de participants par atelier et des intervenants de haut niveau, nous ne pouvons que penser à une seconde édition en juin 2015 !

Cette fois, avec un approfondissement sur les aspects pratiques de l'intégration des problématiques climat dans les projets de terrain. À l'affiche : des retours d'expériences, des sessions de formations spécifiques, des exemples de mise en œuvre concrets...

À vos agendas !



1ère édition des Journées Climat & Développement

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble plus de 140 ONG qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

14, passage Dubail 75010 Paris • Tél. : +33 1 44 72 93 72 • www.coordinationsud.org

La Commission Climat-Développement de Coordination SUD travaille sur les liens entre développement et changement climatique. Elle regroupe une quinzaine d'ONG membres de Coordination SUD : **Association 4D, Action Contre la Faim, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, CARE France, Centre d'Actions et de Réalisations Internationales, CCFD - Terre Solidaire, Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités, GEVALOR, GRDR, Gret, Initiative Développement, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement, Médecins du monde, Oxfam France, Planète Urgence, Secours Catholique-Caritas France.**

Contact Commission Climat-Développement : Vanessa Laubin, GERES. Email : v.laubin@geres.eu

La publication de cette Note a été coordonnée par CARE France. La rédaction de cette Note a été assurée par AVSF, CARE France, GERES, Gret.

Crédits Photos : CARE, GERES, AVSF, Nicolas Früh, Sophie Négrier.

Les ONG de la CCD SUR LE TERRAIN



AVSF - Nicaragua

Renforcement des stratégies de souveraineté et sécurité alimentaires pour les communautés les plus vulnérables au changement climatique

Le Nicaragua est affecté fréquemment par des phénomènes climatiques qui impactent fortement les petits producteurs des zones rurales : augmentation de la température, dérèglement des périodes de pluies... La sécurité et la souveraineté alimentaire des populations rurales dépendent toujours plus de leur capacité à mettre en place avec les partenaires du développement des stratégies d'adaptation aux aléas climatiques actuels et futurs.

AVSF a finalisé en février 2014 un projet pilote de recherche-action qui avait pour double objectif de répondre au besoin de renforcement de capacités sur le thème du changement climatique dans le pays, et d'analyser les différents aspects de la vulnérabilité climatique. Un partenariat innovant a ainsi été mis en place entre AVSF et des centres de recherche et d'enseignement européens et locaux.

Ceci a permis d'articuler les connaissances locales avec les savoirs scientifiques-techniques grâce au processus participatif mis en place et d'élaborer une méthodologie pour la construction de stratégies d'adaptation. Il s'agit ainsi d'engager avec les acteurs locaux, en particulier les autorités locales, des réflexions pour une plus grande intégration d'actions d'adaptation au changement climatique dans les plans de développement locaux et/ou territoriaux.